

Stratégie alimentaire et développement rural.

J. Degand*

Keywords: Food security — Subsistence economy — Growth process — Market equilibrium — Biotechnology.

Résumé

La croissance économique ne va pas nécessairement de pair avec le développement, encore moins avec la sécurité alimentaire.

Le développement des échanges, lié à la politique de croissance économique, marginalise les populations qui n'ont pas accès aux marchés et rend les exploitants agricoles sensibles à la fois aux variations des rendements et aux fluctuations des prix des produits agricoles.

Les équilibres entre l'offre et la demande de produits agricoles au niveau mondial ne se vérifient pas souvent au niveau local. Les effets conjugués de la croissance de la population et du produit national brut entraînent des distorsions dans la distribution du bien-être au niveau des communautés locales. Toute politique d'ajustement visant à accélérer la croissance dans le cadre d'une stratégie libre-échangiste risque d'accentuer encore le inégalités entre les ménages. Des mesures compensatoires peuvent être adoptées pour un meilleur partage des fruits de la croissance au niveau régional. Elles ne peuvent être envisagées qu'avec l'aide des pouvoirs publics seuls capables de réconcilier croissance économique et sécurité alimentaire.

Summary

Economic growth does not necessarily come along with development; even less with food security.

Trade expansion bound to economic growth politics isolates populations that have no access to the market and makes the farmers highly dependent to the variations of yields and prices of agricultural products.

Equilibrium between supply and demand of agricultural products observed at the world level is generally not confirmed on the domestic market.

Combined effects of population and GNP growth produce as a consequence important inequalities in the food distribution at the regional level.

Politics of adjustment with as object increasing economic growth within the framework of free-trade strategy risk to further emphasize householdes disparities.

A better welfare distribution can be obtained at regional level by carrying out compensating measures which can only be considered with government assistance. It would be the best way to reconcile economic growth and food security.

1. Introduction

Dans la mesure où la stratégie alimentaire consiste à garantir à chaque membre de la population une sécurité alimentaire suffisante, il ne devrait pas y avoir d'opposition ou même de contradiction entre politique alimentaire et politique de développement si l'on accepte que tout développement doit aboutir au minimum à fournir à chaque individu les moyens matériels de sa survie.

Les contradictions, si elles se manifestent, apparaissent en réalité entre croissance économique et développement. Si chacun s'accorde à considérer que la croissance vise à augmenter les biens et services mis à la disposition d'une communauté d'hommes au niveau régional, national ou international, il n'est pas évident que chacun ait du développement la même acception. En réalité le concept de «développement» est une notion récente en économie qui implique la prise en compte d'éléments nouveaux qui ne sont pas facilement mesurables comme l'accès au bien-être, l'épanouissement de la personne et plus fondamentalement le sens du partage et de la distribution des effets de la croissance.

Il existe des formes traditionnelles de sociétés qui vivent en subsistance. Ces sociétés sont organisées de manière telle que la survie de l'individu est liée à la survie du groupe. L'organisation des activités de production se fait de façon

telle que les besoins fondamentaux (basic needs) sont couverts pour tous. Il n'est pas question, dans cette perspective, de chercher à réaliser ou à accumuler un surplus qui dégagerait dans la suite un profit, si cette accumulation menace l'objectif premier du système, à savoir la survie du groupe. On peut parler, dans ce cas, d'une solidarité viagère qui assure la bonne adéquation entre l'exploitation des ressources et la distribution des fruits des différentes activités de production. La productivité reste modeste et la production agricole est essentiellement destinée à être autoconsommée, alors que l'échange sur les marchés reste marginal. La priorité est donnée à la répartition des ressources et des biens entre tous les membres plutôt qu'à l'augmentation des volumes produits. Cette situation peut paraître satisfaisante à moyen terme mais elle se fait aux dépens de la croissance qui exige une spécialisation des tâches et une très grande ouverture aux marchés des intrants comme aux marchés des produits. Les choses peuvent évoluer rapidement lorsque les équilibres entre besoins et ressources sont menacés par des «perturbations» provoquées par des changements modifiant les relations des communautés paysannes avec l'extérieur. Cela peut provenir des mesures prises par les autorités publiques en matière de santé ou d'éducation, mesures qui, à la longue, entraînent des charges nouvelles pour les autorités paysannes alors que les moyens pour les

* Département d'Economie et de Sociologie Rurales, UCL, Place Croix du Sud, 1348 Louvain-la-Neuve, B-Beigique.
Reçu le 23.07.91 et accepté pour publication le 24.02.92.

supporter sont de plus en plus limités. En effet, si le taux de mortalité diminue suite à des campagnes de vaccination et qu'en outre la scolarité devient obligatoire, la population se trouve devant un défi majeur qu'elle ne peut relever avec les moyens traditionnels dont elle dispose sans mettre en péril l'environnement naturel dans lequel elle vit.

2. De la subsistance à l'économie d'échange

Sous la pression de facteurs externes aux communautés vivant suivant ces régimes d'autosubsistance, les équilibres à maintenir entre besoins et ressources deviennent précaires. La population en croissance ne peut plus trouver les moyens de couvrir ses besoins fondamentaux sans mettre en péril les écosystèmes, l'environnement naturel dans lequel elle vit.

Au-delà d'une phase d'intensification acceptable qui comporte généralement une étape d'intégration de l'élevage avec l'agriculture, les solutions pour résister à ces pressions extérieures sont la migration (géographique ou professionnelle) ou encore le passage de l'économie de subsistance à l'économie d'échanges ou économie marchande.

Cette transition est délicate parce que petit à petit les biens vont acquérir une valeur nouvelle, la valeur marchande, qui leur sera donnée au travers des mécanismes du marché.

Ce sont les lois du marché qui vont assurer dorénavant l'équilibre entre l'offre et la demande des biens que ceux-ci soient ou non destinés à couvrir les besoins fondamentaux de la population. La solidarité économique va peu à peu se substituer à la solidarité viagère. C'est dans la mesure où chacun peut participer au jeu de l'échange marchand qu'il pourra profiter de cette nouvelle solidarité.

Au départ l'échange reste limité à des opérations résiduelles (liquidation des surplus) ou va se concentrer sur des produits de cultures industrielles pour se généraliser progressivement à l'ensemble du système de production. Les producteurs vont se spécialiser en vue d'activer les échanges et en même temps ces mêmes producteurs vont se faire concurrence avec le risque pour certains d'être marginalisés. C'est la raison pour laquelle les paysans opposent une résistance très forte à toute tentative de les intégrer dans une nouvelle stratégie qui les priverait de leurs cultures de subsistance, sans de très sérieuses garanties d'accès au marché pour leurs produits agricoles ou d'accès au marché de l'emploi dans le secteur agricole ou le secteur non agricole.

La transformation des économies traditionnelles basées sur l'autosubsistance n'est pas simple et si l'on veut éviter qu'une partie importante de la population agricole ne soit victime de la marchandisation des biens agricoles, cette transformation ne peut se faire qu'en veillant à maintenir un équilibre entre croissance et développement, c'est-à-dire entre l'augmentation de la taille du «gâteau» et les moyens de le partager entre tous de manière équitable. Ce souci doit amener les responsables politiques à tout mettre en œuvre pour éviter l'émergence de zones défavorisées où la population se trouverait démunie face au mécanisme régulateur des marchés.

On sait à quel point les marchés de vivres sont sensibles aux variations qui peuvent affecter l'offre comme la demande avec pour conséquence des changements profonds dans

les prix qui affectent parfois de manière brutale les revenus des consommateurs comme ceux des producteurs.

3. D'où viennent les déséquilibres entre l'offre et la demande de produits alimentaires?

Quel que soit le système de production, traditionnel ou moderne, des déséquilibres importants peuvent se produire entre la demande et l'offre de vivres.

Les déséquilibres pourtant ne se manifestent pas si les calculs s'effectuent à un niveau élevé d'agrégation, tel que le niveau mondial par exemple.

En effet, à ce niveau, les préférences des consommateurs qui s'expriment sous forme de propension à consommer tel ou tel produit particulier en fonction de leur goût ou de leurs revenus sont difficiles à agréger. Les évaluations des besoins et des ressources se feront donc sous forme de calories et de protéines de manière à pouvoir globaliser les résultats. Il n'est alors nullement étonnant qu'au niveau de l'ensemble de la population mondiale les productions agricoles alimentaires annuelles soient largement suffisantes pour couvrir les besoins. De telles évaluations même faites au niveau d'un pays de taille moyenne n'ont généralement pas grande signification et sont même sources d'erreurs au plan des politiques socio-économiques qui pourraient être imaginées sur cette base.

Pour qu'une meilleure compréhension des situations de pénuries éventuelles puisse se réaliser, les observations des phénomènes doivent se faire à des échelles autres; il faut pousser plus loin l'investigation pour mettre en évidence les sources de déséquilibre potentiel entre besoins et ressources.

En analysant des situations moins agrégées dans le temps et dans l'espace, les risques du déséquilibre grandissent dans la mesure où le réajustement, qui s'effectue grâce au stockage ou grâce à la bonne organisation des transports, ne peut plus se faire.

Alors qu'au niveau de l'exploitation traditionnelle, le paysan peut lui-même stocker les excédents de la période des récoltes, pour les consommer au moment de la période de soudure et même procéder à des échanges locaux sur les marchés traditionnels, il est difficilement pensable que ces mouvements de rééquilibrage puissent se généraliser au niveau d'une province ou d'un pays.

En dehors des programmes d'aide mis sur pied par des autorités publiques, le stockage et le transport des vivres ne fonctionnent correctement que si les coûts de ces opérations peuvent être couverts par les consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat suffisant.

Le stockage des produits alimentaires comme leur transport sont des opérations coûteuses qu'il faut pouvoir partager entre les producteurs et les consommateurs. D'une part, les producteurs augmentent leur productivité au profit des intermédiaires; d'autre part les consommateurs acceptent de leur côté de payer un prix qui rémunère à la fois les services du producteur et ceux de ces mêmes intermédiaires.

On imagine volontiers que cette procédure n'est pas sans faille. Pour qu'elle se déroule de manière harmonieuse, il faut

à la fois que les paysans puissent devenir plus efficaces dans leur exploitation et que les consommateurs disposent effectivement d'un revenu en espèces qui leur permette de se manifester sur les marchés. Tout déséquilibre trop important dans la répartition des moyens de production comme dans la distribution des rémunérations entraîne des effets pervers au niveau des régimes agro-alimentaires des populations.

Ce déséquilibre est en réalité notoire au niveau de la planète comme l'indique le Tableau 1.

Ce déséquilibre est particulièrement marqué dans un grand nombre de pays sous-développés où une distribution très inégale des revenus provoque des distorsions sur les marchés qui deviennent souvent insupportables pour les populations les plus démunies.

Certains produits de base voient leur prix s'élever sous la pression d'une demande très forte de la part des bien-nantis et deviennent inaccessibles pour les populations les plus démunies.

D'autres produits agricoles, destinés normalement à l'alimentation humaine deviennent moins disponibles dans la mesure où ils sont transformés en produits pour animaux qui trouvent des débouchés auprès de la classe de la population la plus riche. Cette situation peut encore s'aggraver si du côté de la production, l'offre des produits alimentaires reste inélastique parce qu'une partie de l'agriculture s'est tournée vers des cultures industrielles, ou parce que les paysans ne disposent pas des ressources suffisantes pour augmenter leur productivité. La solution sera alors d'avoir recours aux marchés extérieurs avec toutes les conséquences qu'une telle solution peut avoir sur la balance des paiements.

Le Tableau 2 résume l'évolution de différents facteurs qui

influencent la situation agro-alimentaire dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement.

Les chiffres montrent la pression que, dans les PVD, les effets conjugués de la croissance de la population et celle du revenu exercent sur la demande des produits agricoles qui dans ces conditions ne peut plus être satisfaite par la production alimentaire locale. Il faut rappeler en outre que ces données sont des estimations moyennes qui masquent les situations extrêmes des groupes devenus vulnérables parce que dépourvus de toute ressource.

On devine ainsi que les équilibres apparents entre besoins et ressources ne sont que des images fausses de la réalité : les moindres perturbations, qui viendraient troubler l'offre de produits alimentaires sur les marchés intérieurs, peuvent déclencher des disettes qui tournent en famines pour les populations marginalisées qui ne peuvent compter sur aucune aide extérieure.

La raréfaction des vivres entraîne une hausse généralisée des prix qui absorbe une part de plus en plus importante des revenus d'une population de plus en plus nombreuse.

L'emploi se réduit, les salaires fondent, la paupérisation gagne les villes et les campagnes, et touche principalement les travailleurs sans terre, les ouvriers et les petits paysans à moitié prolétariés qui doivent vendre leur patrimoine pour subsister.

4. Comment atteindre la sécurité alimentaire ?

Quels sont les remèdes pour éviter les famines qui dans certaines régions du globe sont devenues endémiques ? Comment éviter qu'un pays exporte des vivres alors qu'une partie de la population continue à mourir de faim ? Il est, en effet, de notoriété publique que nombre de pays sont capables aujourd'hui de produire des céréales pour les

TABLEAU 1
Répartition du revenu mondial (1988)

	Population en millions d'habitants	Pourcentage en population totale	Revenu par habitant (en \$)	Revenu total (en milliards de \$)	Pourcentage du revenu mondial
Tiers-Monde dont pays	3952	77,4	584	2964	17,7
à revenu faible	2884	56,5	320	922	5,4
à revenu intermédiaire	1068	20,9	1930	2061	12,3
URSS + pays socialistes + ex-socialistes	365	7,2	1930	702	4,1
Total Pays pauvres	4317	84,6	721	3666	21,8
Pays OCDE	751	14,7	17470	13119	76,6
Autres pays riches dont pays export. pétrole	33	0,7	7880	261	1,5
Total pays riches	784	15,4	17080	13380	78,2
TOTAL	5101	100	3470	17046	100

Source : Rapport sur le développement mondial dans le monde 1990.

TABLEAU 2

Evolution en %	Croissance de la population	Elasticité de la demande	Croissance du revenu par tête	Croissance de la demande	Croissance de la prod. agri.
Pays en voie de développement	2,4	0,5	3,1	3,9	2,9
Pays développés	0,8	0,1	2,4	1,0	1,8

Source : L. Malassis et M. Padilla, p. 397

marchés extérieurs. Un pays comme le Soudan a exporté en 1988 du sorgho vers la Communauté Economique Européenne et a accepté la même année une aide alimentaire importante de la part de cette même Communauté.

La question lancinante qui se pose alors pour des autorités publiques responsables est de savoir comment réconcilier des objectifs alimentaires et nutritionnels avec une politique agricole efficace en termes de production, de revenus pour les agriculteurs et de recettes pour l'Etat (9).

Les objectifs sont ambitieux, mais incontournables si effectivement c'est une politique de développement que l'on cherche à définir et non une politique de croissance. L'agriculture doit, en effet, maintenir active une population rurale en augmentation constante tout en restant capable de nourrir les populations urbaines.

L'agriculture se trouve en définitive devant une tâche difficile si pas impossible puisque la lutte contre la faim implique de produire pour ceux qui n'ont pas les moyens de se nourrir. L'Etat pour intervenir doit et ne peut compter que sur l'agriculture et sur l'aide extérieure ou, pour les quelques pays qui le peuvent, sur les recettes d'exportation de leurs ressources minières. On voit se profiler alors les menaces d'une extraversion de l'économie lorsque les conditions d'approvisionnement en vivres sur les marchés extérieurs deviennent particulièrement favorables.

La solution ne peut venir que d'une politique vigoureuse qui donne au secteur agricole les moyens de supporter les charges que représente la mise en place d'un véritable programme de développement et des mesures compensatoires doivent être imaginées pour protéger les groupes les plus vulnérables. Quelques exemples mettent en évidence les effets positifs et négatifs de certaines mesures prises dans le cadre des politiques de relance du secteur agricole.

— Libérer les prix agricoles reste indéniablement le meilleur incitant pour inviter les producteurs à s'adapter aux exigences du marché. Encore faut-il qu'ils en aient les moyens physiques et intellectuels afin de maîtriser les innovations qui leur seraient proposées. Même alors les besoins nutritionnels primaires de l'ensemble de la population ne seront pas couverts si la distribution des revenus est trop inégale.

Il faut donc que parallèlement à cette libération des prix, l'Etat mène une politique de l'emploi pour éliminer les poches de chômage. Mais en promouvant une politique de travaux publics, il n'est pas sûr que la main-d'œuvre au chômage sera capable de répondre à l'incitation ainsi faite si elle n'est pas préparée aux tâches nouvelles qui lui sont proposées.

— Demander à l'Europe et aux Etat-Unis d'avoir une politique moins protectionniste entraînera un relèvement des prix agricoles sur les marchés internationaux et favorisera indirectement le développement des agricultures exportatrices des pays du Tiers Monde mais par contre, handicapera sérieusement les agricultures importatrices de certains autres pays pour lesquels des mesures de sauvegarde devront être prises en encourageant la mise en place d'accords bilatéraux entre

pays producteurs et pays consommateurs, mise en place allant, faut-il le rappeler, à l'encontre des propositions du GATT¹.

— Lorsque des taux de change plus conformes aux réalités économiques sont proposés, les effets positifs attendus sont une relance des exportations avec pour conséquence un renchérissement des importations qui risque à la longue de priver les exportateurs de leurs moyens de production et d'appauvrir les salariés qui sont mal armés pour supporter les effets inflatoires de toute dévaluation.

On comprend mieux ainsi que tout plan de redressement reste une opération délicate où tout dérapage peut avoir des conséquences dramatiques cumulatives qui touchent en priorité les populations les plus démunies.

Se rappelant les avantages que les systèmes traditionnels offrent sur le plan de la solidarité viagère, l'autorité politique pourrait s'en inspirer pour les insérer dans des systèmes techniquement plus évolués.

Tout reviendrait à procéder à une transformation progressive des systèmes existants en les intégrant dans des ensembles élargis où les échanges ne se développeraient pas sur base d'une spécialisation des activités dans les exploitations agricoles mais sur base d'une diversification à l'échelle régionale. C'est sur un tel réseau que les agro-industries de dimension moyenne pourraient se greffer et créer ainsi des emplois non agricoles. Les investissements, même dans cette modeste alternative, restent énormes et ne peuvent être réalisés que par la mobilisation de l'épargne interne et l'apport des capitaux étrangers. De plus, et ceci est capital, les organes de décisions doivent être décentralisés de manière à laisser aux autorités administratives locales une marge de manœuvre suffisante pour mener à bien une véritable politique régionale de développement.

5. La biotechnologie, solution d'avenir pour l'agriculture du tiers-monde?

La stratégie, qui vient d'être évoquée, pourrait sembler désuète et faire fi des progrès énormes que la science met aujourd'hui à la disposition de l'agriculture. Comment concilier les progrès de la biotechnologie avec une approche qui se veut volontairement plus autonome et donc moins dépendante des technologies trop sophistiquées?

La culture des tissus qui accélère le processus d'amélioration des plantes, le développement industriel des technologies enzymatiques et le génie génétique qui permet au sélectionneur d'isoler des caractères génétiques souhaités à l'intérieur d'une cellule pour les incorporer dans une autre, sont les armes qu'utilise aujourd'hui la biotechnologie moderne et qui offrent d'énormes perspectives dans le domaine de la production agricole.

Il faut s'attendre à ce que la concurrence devienne encore plus vive entre pays industrialisés dans cet immense champ que représentent les productions animales et végétales.

En outre, sur le plan de la production des inputs ou sur celui de la transformation des produits, les applications biotechnologiques se sont développées à un rythme élevé ces

¹ GATT - General Agreement on Tariffs and Trade

dernières années que ce soit dans le domaine des semences, engrais et pesticides ou celui des techniques après récoltes. On peut se demander toutefois quelle sera l'incidence de ces innovations sur les rapports entre le Nord et le Sud. Quelles seront les voies qui seront choisies par les centres de recherche et les entreprises privées dans l'avenir? Il va sans dire que les multinationales se sont préparées afin de mettre sur le marché des nouveaux produits performants en vue de les destiner aux secteurs de l'économie qui sont les plus rentables.

Dans le marché potentiel ouvert aux produits de la biotechnologie, l'agriculture à elle seule représenterait 30 milliards de dollars américains (2) et l'on sait les efforts que font les laboratoires privés pour obtenir des brevets sur des semences améliorées et même sur des micro-organismes.

Dans un article que Susan George a préparé pour la conférence de «l'Institute of Policy Studies» en juin 1984, l'auteur résumait bien l'enjeu que représente la biotechnologie :

«La biotechnologie est le résultat du travail de milliers de personnes qui ont patiemment édifié les fondations, les murs et posé la charpente du toit d'un édifice énorme. Maintenant que ces travaux sont terminés, des corporations nouvelles et anciennes sont en train de s'amasser et de se disputer pour pouvoir poser les dernières tuiles sur le toit et décréter que le tout leur appartient» (2).

Comment les pays du Tiers Monde peuvent-ils espérer quelques miettes de cet immense gâteau qui est en train de se privatiser? Comment les agriculteurs de ces pays peuvent-ils s'assurer que les recherches se feront dans les domaines qui les intéressent, à savoir: la résistance des plantes à la sécheresse et aux maladies, la composition nutritionnelle des récoltes, la capacité des plantes à capter

l'azote de l'air.

Tout dépendra de la capacité des pays en voie de développement «à adapter et à contrôler la biotechnologie à leurs besoins spécifiques» (2).

C'est aux Universités et aux Centres de Recherches Internationaux à jouer un rôle compensateur pour éviter que les orientations prises par la recherche soient trop motivées par l'accumulation du profit à court terme. C'est à l'Etat à veiller à ce que la concurrence se maintienne entre les firmes privées pour que les intérêts des pays en développement soient respectés.

6. Conclusions

Un sujet comme celui qui vient d'être traité ne peut que susciter une réflexion plus large, mettant en jeu un ensemble de facteurs qui relèvent de tous les secteurs de la vie économique, politique et sociale du pays. On ne peut espérer résoudre les problèmes agricoles et alimentaires des pays en voie de développement si on n'intègre pas toutes les composantes des solutions proposées.

La difficulté majeure dans cet exercice est de pouvoir prévoir les effets à la fois positifs et négatifs des mesures prises.

Les objectifs des autorités publiques sont en partie contradictoires et en partie complémentaires. Les contradictions apparaissent principalement lorsque la coordination dans le temps et l'espace des politiques de développement ne peut être convenablement assurée.

C'est à ce moment que des mesures compensatoires doivent être prises pour minimiser les effets négatifs qui touchent les populations vulnérables. C'est à ce prix que croissance économique, développement et sécurité alimentaire peuvent être reconciliés.

Références bibliographiques

1. Donovan, G., 1987. «Broadening Production Increase Programs to Reach Low-Income Farmers», in Ed. Gittinger, J.P., and al., Food Policy, The John Hopkins University Press, Baltimore, 119 p.
2. Hobbelink, H., 1988. «La biotechnologie et l'agriculture du Tiers Monde», Ed. Equilibres, Genève, 108 p.
3. Malassis, L., et Padilla, M., 1986. «L'économie mondiale», tome 3 dans la série: Economie Agro-alimentaire, Ed., Cujas, Paris, 449 p.
4. Mellor, J.W., 1984. «Food Price Policy and Income Distribution in Low Income Countries», in Ed. Carl K. Eicher and J.M. Staatz, Agricultural Development in the Third World. John Hopkins University Press, Baltimore, pp. 147-167
5. Reutlinger, S., 1987. «Food security and Poverty in Developing Countries», Ed. Gittinger, J.P., and al., Food Policy, John Hopkins University Press, Baltimore, pp. 205-214.
6. Sasson, A., 1986. «Nourrir demain les hommes», Unesco, Paris, 767 p.
7. Sasson, A., 1988. «Biotechnologies et pays en voie de développement: promesses et défis», dans Le Courrier N° 112 - Novembre-Décembre, pp. 97-100.
8. Sen, A., 1987. «Poverty and Entitlements» in Ed. Gittinger, J.P. and al. Food Policy, The John Hopkins University Press, Baltimore, pp. 198-204.
9. Timmer, C.P., 1984. «Developing a Food Strategy», in Ed. Carl K. Eicher and J.M. Staatz, Agricultural Development in the Third World. John Hopkins University Press, Baltimore, pp. 119-135.
10. Tollens, E.F., 1988. «Les stratégies alimentaires et nutritionnelles en Afrique: Concepts et objectifs», in Stratégies Alimentaires et nutritionnelles. Actes du Séminaire (3-7-XI-1986), publiés par Delleré, R. et Symoens, J.J. Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, Bruxelles, pp. 55-75.
11. Voglaire, Q., 1988. «La théorie économique de la famine à l'épreuve des faits: le cas de la grande famine irlandaise de 1845-1849». Mémoire de fin d'études, Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Année Académique 1987-1988.